



Trésor ultra-national

Le bonheur d'avoir pu remplir une bouteille de jus d'orange de l'irremplaçable eau douce.

L'eau se joue des frontières

C'est la quatrième année consécutive de sécheresse en Israël, Palestine et dans les pays voisins. Il y a quelques mois, Israël annonçait fièrement que ses besoins étaient couverts par ses usines de dessalement. Mais c'était sans compter sur une pluviométrie à ce point catastrophique. Comment les maigres ressources à disposition sont-elles distribuées entre Israéliens et Palestiniens ?

Terre Sainte Magazine a rencontré Julie Trottier directrice de recherche au CNRS, spécialiste des relations entre l'eau et les territoires.

ARIANNA POLETTI

Comment la distribution de l'eau en Palestine était-elle organisée avant 1948 ?

Avant de parler de l'eau de façon générale, il faut considérer que l'eau à boire ne représente que 7 % des usages quand l'eau pour l'irrigation consomme 93 % des ressources. Pour l'essentiel l'eau va à l'agriculture. En Palestine les sources et les puits ont toujours été exploités. Les villages géraient l'eau d'une façon communautaire, en s'organisant entre familles. Les agriculteurs palestiniens avaient assez de ressources pour construire des puits, sauf que quand on habite sur un lieu plus élevé, il est plus difficile de creuser car il faut aller plus profond. C'est pourquoi des réseaux d'irrigation ont été construits. On accédait à l'eau en respectant le "tour d'eau". Lorsque c'est mon tour, je dérive les canaux vers ma terre et j'ai accès à toute l'eau pendant une période de temps. Il y a des "pauvres en eau" qui ont dix minutes d'accès, des "riches en eau" qui en ont 24h et des "exclus de l'eau" qui n'ont aucun droit à emprunter le système d'irrigation. Selon cette culture du partage, on n'a jamais le droit d'aliéner la ressource car il faut l'entretenir pour les générations suivantes. C'est une manière très efficace de gérer une ressource naturelle. Ici l'eau est plus abondante en hiver et plus faible voire nulle en été : on partage l'abondance et la pénurie. Pas d'une manière

égale - l'un a 10 min d'eau et l'autre 24h - mais d'une manière toujours équitable dans le village. Les agriculteurs ont donc un temps d'eau, pas un volume. Une heure d'eau ne donnera pas la même quantité en hiver qu'en été.

Comment l'État d'Israël gère-t-il l'eau ?

Dès la création d'Israël en 1948 l'État s'érige en gestionnaire de l'eau, comme l'officialise la "Loi d'Eau Nationale Israélienne" de 1959. Depuis 1948 c'est la compagnie Mekorot qui gère l'eau israélienne de façon centralisée, en construisant la "Voie d'Eau Israélienne". Le lac de Tibériade devient un réservoir national à ciel ouvert grâce à la construction d'un barrage qui empêche l'approvisionnement du Jourdain, en bloquant le cours naturel de l'eau. Le flux est ainsi détourné et l'eau coule du lac jusqu'au Néguev, tout au long du pays : c'est la voie nationale. Entre-temps, la mer Morte se vide à cause de ce détournement forcé, lequel - l'eau devant

être pompée - utilise en plus environ 19 % de toute l'énergie du pays. Cette réforme a politiquement du sens, puisque cette voie contourne la frontière israélienne, mais elle n'en a pas d'un point de vue économique et environnemental. On sort l'eau d'une vallée naturelle pour l'amener dans le désert, au prix d'un énorme coût de pompage et en contribuant à l'assèchement de la mer Morte et du Jourdain.

Israël dans les années 2000 a aussi construit des stations de dessalement tout au long de la côte. Mekorot a tout de suite exigé que les stations de dessalement soient branchées elles aussi à la voie d'eau nationale, pour garder le système centralisé.

Et les Palestiniens ?

Entre-temps, en Cisjordanie, l'eau a continué à être gérée de façon communautaire. Puis, en 1967, Israël occupe la Cisjordanie, sans toutefois l'annexer. Les Palestiniens continuent alors à s'autogérer : le droit commun perdure à travers l'Occupation, mais avec un compromis : Israël leur impose des quotas après avoir calculé l'eau dont les Palestiniens ont besoin, en la mesurant puits par puits. Lorsque les Palestiniens travaillaient comme ouvriers en Israël, le système des quotas limités ne posait pas de problèmes. Depuis l'intifada, on assiste à un retour vers la culture agraire et le système de quotas devient alors problématique dans cer-



Dès la création d'Israël en 1948, l'État s'érige en gestionnaire de l'eau, comme l'officialise la "Loi d'Eau Nationale Israélienne" de 1959.



taines zones, même si en 1992 beaucoup de puits restaient encore en sous-pompage chronique par rapport aux quotas. On ne peut pas simplement dire que les Israéliens ont empêché l'agriculture palestinienne, c'est une question beaucoup plus complexe. Les problèmes commencent à partir de la construction du mur de 2002. Très souvent, la barrière est construite entre des terres et leur puits et par voie de conséquence ces derniers ne sont pas exploités par leurs destinataires. Des puits se sont aussi trouvés du bon côté des terres, mais séparés du village qui les exploitait.

Les Accords d'Oslo ont-ils abordé la question d'une distribution équitable de l'eau ?

Ces Accords de 1993 ont considéré l'eau comme un gâteau et l'ont divisé en en donnant environ 80 % aux Israéliens et 20 % aux Palestiniens. Il s'agit d'une comptabilité frauduleuse : la goutte de pluie qui tombe coule et fait un parcours qui ne tient pas compte des frontières politiques de l'État. Elle sera réutilisée plusieurs fois : elle tombera, par exemple, sur un terrain palestinien. Elle réapparaîtra

dans une implantation israélienne et descendra peut-être jusqu'à une ville israélienne, pour réapparaître ensuite en Palestine. On a calculé qu'à Paris, une goutte d'eau de la Seine est utilisée en moyenne 7 fois avant d'atteindre la mer. Donc, combien de fois comptabiliser cette goutte ? La quantité immobile qui a été partagée par les Accords d'Oslo est ainsi beaucoup plus grande que celle effective, parce que cette goutte va être réutilisée. D'autre part, les Accords d'Oslo créent la PWA (*Palestinian Water Authority*, Autorité palestinienne de l'eau), chargée de gérer de façon centralisée l'eau palestinienne. On a ensuite eu la "Loi de l'eau palestinienne" qui a été écrite avec l'aide de consultants étrangers suivant des principes considérés universellement applicables, comme le fait que l'eau soit un bien de propriété publique. Mais ici ce n'était pas le cas : l'eau a toujours été gérée de façon com-

munautaire, donc décentralisée. Aujourd'hui cette loi est probablement seulement respectée à Ramallah. La tradition des villages perdure.

On parle souvent du manque d'eau en Syrie comme l'un des facteurs déclencheurs de la crise de 2011. Cela a-t-il eu également un impact en Israël ou en Palestine ?

Oui, en Syrie le problème de l'eau a eu des conséquences politiques. La sécheresse de 2005 associée à un choix d'abandonner l'irrigation pour que l'eau aille au tourisme a conduit à une migration massive des paysans vers les villes, que l'économie n'a pas été capable d'intégrer. La colère a commencé à monter et on est arrivé à la situation de 2011. Une politique très semblable a été mise en place en Cisjordanie par l'Autorité Palestinienne. Les plus pauvres, qui ont toujours pu exploiter en partie les terres agricoles, pro-

12

Désalinisation

Panneau indicateur de l'usine de désalinisation de l'eau à Ashkelon ville israélienne au nord de la Bande de Gaza.



© EDI ISRAEL/F.LASH90

Ecologie paritaire

Les habitants palestiniens de Battir, sud ouest de Jérusalem, continuent de se partager les ressources en eau du village par un ingénieux système de canalisation que l'on obstrue, ou ouvre en fonction des normes internes de distribution.

© HADAS PARUSH/FLASH 90



priétés d'autrui - les *mouzarein*, qui partageaient avec le propriétaire le revenu selon la coutume locale - ne pourront plus le faire. Comme il y a de plus en plus de résidences secondaires, il y a de moins en moins de terres disponibles. Il s'agit d'un phénomène à la syrienne: les hommes politiques enfermés à Ramallah ne réagissent pas, et entre-temps la colère monte et se propage.

Est-ce qu'il existe une crise de l'eau à Gaza ?

Oui et la question y est encore plus complexe. À Gaza, il y a des puits, mais ils sont infiltrés par l'eau de mer. L'eau est trop salée, ce qui fait que 50 % des enfants souffrent de maladie hydrique, que l'on peut reconnaître un gaziote par ses dents ruinées à cause de l'excès de minéraux et que beaucoup d'habitants souffrent de problèmes rénaux.

Tout cela malgré la présence d'une station d'épuration, déjà construite et très moderne, mais jusqu'à présent fermée car elle nécessite beaucoup d'électricité. Par ailleurs, dans n'importe quel pays du monde, les eaux usées et non traitées auraient été jetées à nouveau dans la mer. Israël s'oppose à cette solution car les courants montent vers le nord avec l'eau sale de Gaza. Donc les Palestiniens ont été contraints d'accumuler ces eaux dans un lac très sale, dont la digue a même cédé il y a quelques années. Les stations d'infiltration, saturées, ont arrêté de fonctionner en 2016. Aujourd'hui, les eaux non-traitées descendent vers le sol et s'approchent de plus en plus des puits d'eau potable, déjà trop salée, de Gaza. Dans moins de deux ans, on se trouvera face à une situation d'urgence humanitaire.

Peut-on envisager des solutions concrètes ?

Si Israël ouvre le barrage en dessous du lac de Tibériade, l'eau coulera naturellement vers la mer Morte. L'argent prévu pour les projets de "sauvetage de la mer Morte" pourrait ainsi être dépensé pour fournir l'électricité à la centrale d'épuration de Gaza déjà construite qui ne demande qu'à fonctionner. Il y aurait même des alternatives naturelles, comme par exemple les stations de lagunage: plusieurs bassins avec des plantes nettoyant l'eau jusqu'à la rendre potable. Mais cela nécessite beaucoup d'espace et les conditions de Gaza ne le permettent pas. C'est pourquoi le choix de la haute technologie a été fait. Mais en période de sécheresse comme en ce moment, même cela ne suffit pas. ◀

Crise de l'eau en Cisjordan



Témoignages

De gauche à droite, Renée, Leila et Shereen témoignent de la façon dont les Franciscains de la Custodie de Terre Sainte, grâce à leur ONG, ATS Pro Terrasancta (relayée en France par La Fondation François d'Assise) sont venus à leur secours pour améliorer leur approvisionnement en eau. Pour suivre un projet ou un autre contactez : fondationfrancoisdassise.fr

Dans la ville du pain, il n'y a pas d'eau tous les jours. Loin s'en faut. Sa distribution comme sur l'ensemble du territoire palestinien dépend d'Israël. Entre la sécheresse actuelle et les quotas imposés par l'État israélien, les Bethléemites doivent gérer la pénurie. Les services sociaux de la paroisse accompagnent les familles les plus en difficulté d'approvisionnement.

BÉATRICE GUARRERA

Les maisons en Cisjordanie se reconnaissent à vue d'œil. Ce que ne repère pas tout de suite un œil inexpérimenté, ce sont, en regardant le paysage urbain aux alentours de Beit Sahour, ville à l'est de Bethléem, les citernes sur les toits des maisons; elles permettent d'identifier des habitations palestiniennes, à la différence des maisons dans les colonies. C'est ce que racontent les locaux qui font face chaque jour au problème du manque d'eau. En fait les citernes sur les maisons servent à stocker l'eau ou recueillir la pluie, mais toutes les maisons n'en ont pas besoin. En Cisjordanie, l'eau est distri-

anie : échos de Bethléem



© PHOTOS BÉATRICE GUARRIERA

buée différemment d'une maison à l'autre, à quelques mètres l'une de l'autre. Pour compenser les désagréments d'urgence hydrique, les gens sont ingénieux autant qu'ils le peuvent, mais le problème de la gestion de l'eau reste une plaie ouverte contre laquelle aucun signe de guérison ne se manifeste, et constitue plutôt "un obstacle à la paix", comme l'a défini la BBC. Pour un occidental *lambda*, avoir de l'eau à disposition et de manière illimitée n'est pas un privilège mais une normalité. A Bethléem, en revanche, l'eau se reçoit par roulement: une ou deux fois par mois, une fois par semaine, plus en hiver qu'en été ou vice versa. Cela dépend de la saison et de divers



*En Cisjordanie,
l'eau est distribuée
différemment
d'une maison à l'autre,
à quelques mètres
l'une de l'autre.*

autres facteurs. Il s'ensuit que si les habitants veulent pouvoir boire, se laver et cuisiner, ils doivent faire plus qu'ouvrir un robinet. C'est habituellement le seul geste exigé pour ceux qui ont l'eau courante, mais ce n'est pas le cas pour les habitants de Bethléem. Depuis des décennies, ils utilisent des réservoirs

pour recueillir l'eau de pluie et la conserver en vue des jours où il n'y en aura plus. Ces équipements nécessitent évidemment une maintenance et des interventions, que tout le monde ne peut assurer financièrement. Il en résulte aujourd'hui que beaucoup utilisent une eau polluée parce que stockée dans des réservoirs rouillés. D'autres sont obligés de demander de l'aide à leur famille ou aux voisins pour laver le linge ou toute autre nécessité quotidienne. Ce sont chaque jour des histoires de privations à Bethléem. Comme celle de Leila qui, pendant 38 ans, n'a pas eu la possibilité d'avoir de l'eau chaude à la maison. Assise sur le canapé de son petit appartement aux murs et aux



Bethléem

Comme toutes les villes de Palestine, Bethléem vue du ciel est pour partie défigurée par les installations hydriques qui couvre ses toits (avec les paraboles !).



© NIZAR HALLOUN/CTS

plafonds tachés d'humidité, Leila raconte sa vie difficile: six enfants, les soucis financiers et la longue maladie de son mari. Les journées - se souvient Leila

- commençaient toutes de la même manière: faire bouillir une grande marmite d'eau sur le gaz pour laver les enfants. Et en famille, tout le monde buvait l'eau du réservoir, même si elle n'était pas propre, faute d'argent pour en acheter. Puis les enfants ont grandi, son mari est décédé, et Leila a elle aussi commencé à vieillir. "Dernièrement, je n'arrivais plus à soulever la casserole d'eau et à la porter dans les escaliers menant à la salle de bains", explique-t-elle. Elle évoque la petite pièce basse de plafond et la forte odeur d'humidité sur les quatre marches en pierre.

Ces derniers temps, l'eau est disponible chez elle une fois par semaine, mais en été tous les dix à douze jours. "J'ai demandé de l'aide, raconte Leila, et depuis quelques mois ça va beaucoup mieux." Deux panneaux solaires et un réservoir ont changé sa routine matinale. Elle continuera à se rendre au centre pour personnes âgées qu'elle fréquente, accueillera ses petits-enfants chez elle, mais elle n'aura plus à faire bouillir l'eau dans la marmite chaque matin.

EAU NON POTABLE

La demande d'aide de Leila a été accueillie par Naila, femme



© BÉATRICE GUARREPA

Réservoirs neufs en plastique installés par l'ONG ATS Pro Terrasancta. Ils ont l'avantage de durer sans corrompre de rouille l'eau.

Pas d'eau sans liquidité

pleine d'empathie, de patience et d'une capacité d'écoute hors du commun. Assistante sociale, Naila travaille depuis des années parmi la population de Bethléem : c'est pourquoi tout le monde la salue lorsqu'elle passe. "J'ai été très étonnée que Leila, que je connaissais aussi, n'ait jamais eu d'eau chaude durant toutes ces années, raconte Naila. Comment cela a-t-il pu arriver ?" Question qui revient souvent à Bethléem, lorsqu'on pense à d'autres situations de pénurie.

Manque d'eau pour laver les vêtements, d'eau potable pour faire boire son propre bébé. C'est la vie de Shereen, une jeune chrétienne qui vit dans le centre historique de Bethléem, non loin de l'église de la Nativité. Pendant que Shereen raconte son histoire, son fils dort dans la pièce voisine. Ses sœurs jumelles à naître gigotent dans son ventre. "Par le passé, nos voisins nous ont beaucoup aidés - explique Sheeren. Nous leur avons demandé de l'eau, car elle ne nous parvenait que tous les 20 jours en hiver et une fois par mois l'été." La situation était si critique que pour laver son linge, Sheeren était obligée de l'apporter chez ses parents. Après des travaux d'entretien, la possibilité de bénéficier d'un puits construit sous sa maison dans les années 1950, a amélioré les choses. Deux panneaux solaires et un réservoir ont été récemment installés pour continuer à aider Shereen et lui permettre d'avoir de l'eau chaude.

Tous les projets de la Custodie sont rendus possibles grâce à la générosité des volontaires qui sont l'essentiel des personnels de ces services de collecte de fonds. Mais aussi grâce aux personnes qui animent en paroisse la collecte dite "pour les lieux saints".

Cette collecte, qui se déroule dans les églises du monde entier le Vendredi saint (cette année le 30 mars) est née de la nécessité de trouver des aides matérielles destinées à la Terre Sainte, et de la volonté des papes de garder un lien fort entre les chrétiens du monde entier et ceux de la terre de Jésus. Elle recouvre environ 75 % du budget annuel. En France, elle est organisée par le commissariat de Terre Sainte - voir page 18.

Les projets portés par l'ONG de la Custodie ATS pro Terra Sancta sont relayés par la Fondation François d'Assise. Pour tout renseignement sur le soutien au travail des franciscains en Terre Sainte écrivez à fondationfrancoisdassise@franciscains.fr

Ce que signifie vivre des années avec de l'eau imbuvable provenant de ses propres robinets, Joseph et Renée le savent bien. Ces deux personnes âgées qui vivent dans le centre historique de Bethléem ont vécu dans le même appartement pendant 30 ans. Deux nouveaux réservoirs et panneaux solaires pour l'eau chaude ont simplifié la vie du couple. Pour eux, l'eau est disponible toutes les 2 semaines en été et tous les 10 jours en hiver, ils avaient donc besoin d'en stocker. Mais le réservoir qu'ils avaient depuis 30 ans a fini complètement rouillé. "Si vous aviez vu ce qu'il y avait dans le réservoir, vous auriez eu peur", confie Joseph. Renée explique comment ils ont continué : "Nous avons acheté de l'eau pour boire et cuisiner. Transporter les bouteilles n'était pas facile." Le problème était qu'ils ne pouvaient pas assumer le coût du remplacement de réservoir, ayant dépensé toutes

leurs économies pour une opération de cœur de Joseph. C'est là qu'est intervenue l'ATS, Association pour la Terre Sainte, et son projet "Envie d'eau", dans lequel est également impliquée l'assistante sociale Naila.

L'ONG de la Custodie de Terre Sainte est prête à intervenir pour améliorer l'approvisionnement en eau de plusieurs familles dans le besoin à Bethléem, en remplaçant des réservoirs usés, endommagés ou rouillés, et en installant de nouveaux réservoirs plus fonctionnels. Ce projet a déjà bénéficié à de nombreuses familles pauvres de Bethléem, surtout dans la vieille ville, comme Joseph et Renée, Shereen, Leila. Pourtant, nombreuses sont les histoires douloureuses qui n'ont pas une fin heureuse. Et contre toute dignité humaine, dans certaines zones, l'eau continue encore aujourd'hui à être un luxe. ◀